

Le piège des signatures

lundi 12 mars 2007, par [DELAPIERRE François](#) (Date de rédaction antérieure : 9 mars 2007).

Présentation : L'auteur, François Delapierre, est, avec Jean-Luc Mélanchon, l'un des principaux dirigeants de « Pour la République sociale ». Le texte a été publié en éditorial de la Lettre d'information que publie ce courant du PS, ce qui lui donne d'autant plus d'importance. Or, tout en moquant à raison les prétentions démocratiques d'un Sarkozy, il présente une vision très cynique de ses propres conceptions politiques : les partis (dont le sien) ne devraient accorder les signatures d'élus indispensables à une candidature présidentielle qu'en fonction d'objectifs tactiques particuliers — et surtout pas pour des raisons de principe.

Delapierre explique ainsi que Jean-Luc Mélanchon et lui-même avaient « *approuvé* » — et même « *souhaité* » — la position prise par François Hollande, au nom de PS, exigeant de leurs élus qu'ils n'accordent leur signature à aucun autre candidat que Ségolène Royale. Il affirme même qu'« *à l'époque personne en dehors de la LCR n'avait d'ailleurs protesté contre la décision de Hollande. Beaucoup de partisans d'une candidature commune de l'autre gauche et notamment José Bové espéraient que Besancenot serait du coup obligé de rejoindre le rassemblement in extremis faute de signatures.* » En concluant : « *Là encore, il n'était guère question de démocratie.* » Effectivement.

Ce texte éclaire une facette (une facette seulement) de ce qui s'est passé « au sommet » dans le processus des candidatures unitaires. Il soulève surtout un problème de fond, lourd d'implications. Les « grands » partis ont la possibilité de corriger un tant soit peu le fonctionnement anti-démocratique des institutions françaises (beaucoup plus anti-démocratique que dans bien d'autres pays européens). Il peuvent aussi l'aggraver et verrouiller plus encore un système de pouvoir oligarchique. Il ne s'agit pas ici d'une question d'opportunité tacticienne, mais bien d'un enjeu fondamental qui dépasse de loin la seule LCR.

Pierre Rousset

Attention, la campagne présidentielle est menacée par un nouveau pas en avant dans la confusion. Jusqu'ici, Sarkozy le susurrant mezzo voce. Lundi 5 mars, il déclare sur un plateau télévisé qu'il juge indispensable que Le Pen et Besancenot soient candidats. Au nom de la démocratie. L'UMP appelle les élus non membres d'un parti à leur apporter des parrainages. Toujours au nom de la démocratie. Un conseiller général de l'UMP en Seine-Maritime décide de « *montrer l'exemple* » en donnant sa signature à Le Pen. Il appelle ses collègues à faire de même. Et précise que s'il avait été de gauche, il aurait donné son paraphe à Besancenot ou Bové. Encore une fois au nom de la démocratie. Toute la droite, des éditorialistes du *Figaro* aux dirigeants de l'UMP, se met en mouvement pour permettre

à Le Pen d'être candidat sans entraîner aucune réaction à gauche. Il faut dire qu'au même moment, plusieurs candidats dénoncent le soi-disant verrouillage du Parti socialiste qui refuse de leur donner des signatures. Le président de l'UMP semble en passe de réussir un sacré coup double : garantir sans susciter de réaction la présence du FN à la présidentielle tout en semant affrontement et rancœur à gauche.

Un parti peut tout à fait décider de donner des signatures au candidat d'une autre formation. Mais c'est un mensonge de faire croire que c'est au nom de la démocratie. Lorsque Sarkozy veut donner des signatures à Le Pen, il agit en fonction de ses seuls intérêts. Son directeur de campagne ne s'en cache même pas. Il explique à ses amis UMP que les sondages réalisés en fonction de l'hypothèse où Le Pen ne serait pas candidat montrent que Sarkozy ne récupérerait que 10% de ses voix, beaucoup moins que le report attendu dans le cas inverse. La démocratie n'est donc pour rien dans ce calcul. De toutes façons, la démocratie ne consiste pas à confier à un parti quel qu'il soit le droit de choisir ceux qui pourront se présenter à ses côtés. C'est en effet méconnaître qu'un tel soutien comporte toujours des contreparties. Le coup de pouce de Sarkozy à Le Pen ne sera pas gratuit. Le chef du FN a déjà donné des signes en ce sens (voir le A Gauche de la semaine dernière). La démocratie voudrait plutôt que l'on réforme le système des parrainages. Tout en sachant que s'il est contestable, il ne concentre pas le caractère antidémocratique de la Cinquième République. L'essentiel porte plutôt sur la réduction de la vie politique à l'élection présidentielle, quel que soit le nombre de candidats autorisés à y concourir, et sur la concentration des pouvoirs dans les mains du président, quel que soit le nombre de personnes ayant postulé à la fonction. Toutes choses qui n'ont pas été conçues par De Gaulle pour assurer la domination des partis mais bien au contraire pour diminuer leur rôle.

A Gauche, le premier candidat à avoir annoncé qu'il demanderait des signatures à l'UMP « *au nom de la démocratie* » a été Olivier Besancenot. Il réagissait à la consigne donnée aux élus socialistes par François Hollande de réserver leurs signatures à Ségolène Royal. A l'époque, j'avais approuvé cette décision. Avec Jean-Luc Mélenchon, nous l'avions même souhaitée. Car les dirigeants socialistes qui souhaitaient offrir à Besancenot un paquet de signatures pour qu'il se présente le faisaient avec une stratégie bien précise : donner à la LCR les moyens de briser le rassemblement unitaire antilibéral en constitution. S'ils avaient été suivis, le PS aurait délégué à la LCR le rôle d'opposition de gauche de façon à prendre le PCF en tenailles. Ces responsables plaidaient qu'il valait mieux s'entendre avec un partenaire qui ne porte aucune exigence politique à votre égard, puisqu'il a annoncé par avance ne jamais gouverner avec vous, au détriment d'autres qui parlent de changer toute la gauche et ont encore des élus, donc des prises de guerre en perspective. A l'inverse, le refus du PS d'encourager l'éclatement poussait l'autre gauche à se rassembler. Divisés, beaucoup risquaient en effet de ne pouvoir concourir faute des 500 signatures. A l'époque personne en dehors de la LCR n'avait d'ailleurs protesté contre la décision de Hollande. Beaucoup de partisans d'une candidature commune de l'autre gauche et notamment José Bové espéraient que Besancenot serait du coup obligé de rejoindre le rassemblement in extremis faute de signatures. Là encore, il n'était guère question de démocratie.

45000 élus sont autorisés à donner leur parrainage. La majeure partie d'entre eux est attachée à la démocratie. S'il ne s'agissait que de cela, des dizaines de candidats auraient leur compte de signatures. D'autant que seul un tiers de ces élus appartient à un parti. Mais tous font de la politique. Donner son parrainage est un acte politique. L'UMP a fait un choix politique : permettre à Le Pen d'être candidat. La gauche doit le pointer comme tel et expliquer pourquoi elle le conteste. Dès lors ses formations doivent assumer les choix et accords politiques qu'elles font de leur côté, en demandant ou en donnant des signatures à tel ou tel. Cette question ne concerne pas les seuls socialistes puisqu'elle est celle des formes et du contenu de l'union des gauches.

P.-S.

* Article paru en éditorial de « Pour la République sociale » :

<http://www.pourlarepubliquesociale.org/article/articleview/617/1/65/>